

MINISTERE DE LA SANTE

-=-=-=-=-=-

SECRETARIAT GENERAL

-=-=-=-=-=-

**DIRECTION DES ETUDES ET DE
LA PLANIFICATION**

-=-=-=-=-=-

**PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT SANITAIRE
(PADS) 03 BP. 7062 OUAGADOUGOU 03
Tél :50. 32.44.82 Fax :50. 31.17.08**

BURKINA FASO

-=-=-=-

Unité-Progrès-Justice

**CONSTRUCTION DES COMPTES NATIONAUX DE LA SANTE POUR 2004 :
ADDITIF AU RAPPORT SUR LES TRAVAUX EFFECTUES DE MAI A NOVEMBRE
2005**

REALISE PAR L'EQUIPE TECHNIQUE NATIONALE :

SOME T . Romaric, Economiste à la DEP/MS

PARE Lassina , Ingénieur Statisticien Economiste à l'INSD

Avril 2006

INTRODUCTION

Le Ministère de la Santé, à travers le Bureau d'études Conseil Santé appuyé par une équipe technique nationale et l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) à Genève, a réalisé de mai à novembre 2005, une étude sur les Comptes Nationaux de la Santé (CNS) pour les années 2003 et 2004.

Les CNS ont pour objectif de saisir au mieux l'ensemble des flux des dépenses de santé au sens large. Plus précisément, il s'agit de mesurer un agrégat qu'est la **dépense nationale de santé** (DNS) à partir duquel plusieurs lectures sont possibles (sources de financement et agents de financement, agents de financement et prestataires, prestataires et fonctions, dépenses de santé par région, etc.). Les CNS constituent un outil d'aide à la décision et sont reproductibles dans le temps.

La restitution de l'étude a eu lieu le 15 décembre 2005 et a concerné les CNS de l'année 2003 retenue comme année de base. Compte tenu de la difficulté pour une seule équipe de réaliser en six mois les CNS pour deux années, les données collectées et codifiées pour la première année courante 2004 n'avaient pas pu être traduites en tableaux CNS requis dans les délais. En effet, le guide d'élaboration des CNS de l'OMS et de la Banque Mondiale de 2003, très explicite sur les concepts, les définitions et les nomenclatures et fournissant tout un ensemble de techniques recommande pour l'élaboration des comptes d'une année une période minimum de dix huit mois et une masse d'informations assez détaillées. Au regard du délai contractuel de six mois imparti à l'étude, il était nécessaire d'adopter une démarche originale et adaptée qui a consisté à homogénéiser la masse d'informations hétéroclites collectées dans une base de données unique par le biais du langage CNS.

Le présent rapport, qui a été réalisé par l'équipe technique nationale, se veut être un additif au rapport intitulé « Construction des Comptes Nationaux de la Santé pour 2003 ». Il s'articule autour de deux points essentiels :

1. le rappel des objectifs de l'étude ;
2. Le financement et la mobilisation des fonds du système de santé burkinabé en 2004 (croisement entre les sources de financement et les agents de financement);
3. La destination des fonds mobilisés par les administrations, les ménages et les bailleurs de fonds (croisement entre les agents de financement et les prestataires) ;
4. le rappel des recommandations

1. RAPPEL DES OBJECTIFS DE L'ETUDE

L'objectif à long terme est de contribuer à l'amélioration de l'allocation et l'équité des dépenses publiques de santé à travers le renforcement des capacités de suivi et d'évaluation dans le secteur de la santé

De façon spécifique, il s'agit de :

- compiler des statistiques descriptives pour apprécier les performances du système de santé
- décrire des arrangements institutionnels entre le financement et la prestation des services de santé ;
- décrire les flux financiers à travers le système de santé pour les années 2003 et 2004
- identifier dans le secteur de la santé ou l'équité dans la distribution des soins de santé peut être améliorée ;
- appuyer le développement d'un cadre interne de capacité pour l'élaboration périodique des comptes nationaux de la santé

2. LE FINANCEMENT DU SYSTEMÈME DE SANTÉ BURKINABÉ EN 2004

1.1 LE VOLUME DE FINANCEMENT

En 2004, le Burkina a consacré plus de 164 milliards de Fcfa en biens et services relatifs à la santé (cf Tableau 1 ci-dessous). Les fonds publics et les fonds du reste du monde (extérieur) représentent chacun environ 27% des financements du système de santé tandis que les fonds privés (les ménages essentiellement) contribuent à hauteur de 46%. Ce montant de la dépense nationale de santé qui correspond à 6% du Produit Intérieur Brut (PIB) est sans doute sous-estimé dans la mesure où certaines rubriques telles que les mutuelles de santé, les micro-assurances santé, les systèmes de partage de coûts et la plupart des ONG intervenant dans le domaine de la santé pour lesquelles il devrait y avoir un montant de financement n'ont pu être renseignées faute de données. Néanmoins ce chiffre traduit un effort important d'investissement en matière de santé.

La dépense en santé par tête de 13 133 Fcfa soit environ 25 \$ US contre 17 \$ US en 2003. Malgré cette évolution, elle est en dessous du niveau fixé par la commission macroéconomie et santé de l'OMS. Dans son rapport¹, elle estime que le financement minimum doit se situer aux alentours de 30 et 40 \$ US par personne et par an pour couvrir les interventions essentielles y compris celles nécessaires pour combattre la pandémie de SIDA.

¹ Macro économie et santé : Investir dans la santé pour le développement économique ; décembre 2001

Comparativement à 2003 où la dépense nationale de santé était estimée à 136 milliards de Fcfa, celle de 2004 a connu une augmentation de 20%, soit une variation en valeur absolue de 28 milliards de Fcfa.

Cette hausse s'explique principalement d'une part, par l'augmentation du poids de l'administration publique due à l'augmentation des fonds PPTTE dont le montant est passé de 2,7 milliards de FCFA en 2003 à 11,0 milliards en 2004 et d'autre part, au renforcement du soutien émanant du reste du monde. Le montant du financement est passé de 27,9 milliards de FCFA à 43,9 milliards de FCFA soit une hausse de 57%. Cette situation est liée à l'accroissement du financement des projets et programmes de santé dont le montant est passé de 17,7 milliards de FCFA en 2003 à 28,644 milliards de FCFA en 2004 soit 62%. En outre, les interventions directes sur le terrain ont été saisies à travers les données de la Direction Générale de la Coopération du Ministère des Finances et du Budget. Il convient également de signaler l'augmentation des dépenses privées dont le montant est passé de 70,5 milliards de FCFA en 2003 à 75,0 milliards de FCFA en 2004 soit 6%. Cette augmentation est tirée par les dépenses des ménages dont le montant est passé de 67,7 milliards de FCFA en 2003 à 72,5 milliards de FCFA en 2004 soit 7%.

1.2 QUI FINANCE ?

Les ménages sont les premiers financeurs. En l'absence d'une enquête sur les conditions de vie des ménages en 2004, l'estimation du financement des dépenses de santé par les ménages a été faite sur la base des données de l'enquête EBCVM de 2003.

Selon cette estimation, réalisée en tenant compte de l'évolution des prix entre les deux années, les ménages ont financé la santé pour près de 74 milliards FCFA en 2004. Par rapport à l'année 2003, la part des fonds des ménages dans le financement de la santé a baissé, passant de près de 50% à 45%.

Les fonds publics et les fonds des bailleurs bilatéraux et multilatéraux contribuent à hauteur de 27% chacun au financement des dépenses de santé. Par rapport à 2003, on note une baisse de leurs contributions respectives au financement de la santé qui étaient de 26% et de 21%.

1.3 QUI MOBILISE ?

La mobilisation des fonds se fait par l'intermédiaire des **agents de financement**. A ce niveau, il faut souligner que les pouvoirs publics à travers le Ministère de la Santé sont les plus grands mobilisateurs du système. En effet, en 2004, 49% des financements de la santé ont été mobilisés par les Administrations publiques ; le Ministère de la Santé a mobilisé à lui tout seul 44% des fonds. Le secteur privé constitué essentiellement des ménages mobilise environ 46% des financements. Le reste des mobilisations de fonds (soit 5%) a été l'œuvre du reste du monde à travers notamment les bailleurs de fonds (bilatéraux et multilatéraux) et les ONG internationales qui interviennent directement sur le terrain. En comparaison avec 2003, les pouvoirs publics ont mobilisé davantage (49% contre 41% en 2003) tandis que le secteur privé a mobilisé moins (46% contre 52% en 2003).

Tableau 1 – Le financement du système de santé au Burkina Faso en 2004 (en million de Fcfa)

| HF | | FS 11 | FS 12 | FS 1 | FS 21 | FS 22 | FS 2 | FS 3 | FS 9 | FS 1-9 | |
|-----------------------|--|-------------------------------------|----------------------|---------------|----------------------|-------------------|--------------|-------------------------|---------------------|--------------------|--------------|
| | | Fonds des Administrations publiques | Autres fonds publics | Fonds publics | Fonds des employeurs | Fonds des ménages | Fonds privés | Fonds du reste du monde | Fonds non spécifiés | Ensemble des fonds | |
| HF 1 | Administrations publiques | 33 084 | 11 021 | 44 105 | - | 6 | 6 | 35 635 | 597 | 80 343 | 49,0% |
| HF 11 | Etat | 33 084 | 11 021 | 44 105 | - | 6 | 6 | 35 635 | 276 | 80 022 | 48,8% |
| HF 1112 | Ministère de la Santé | 32 464 | 11 014 | 43 478 | - | 6 | 6 | 28 644 | 38 | 72 166 | 44,0% |
| HF11121 | Ministère de la Santé APUC | 32 463 | 11 014 | 43 477 | - | 6 | 6 | 3 169 | 15 | 46 667 | |
| HF11122 | Ministère de la Santé Projets/Programmes | 1 | - | 1 | - | - | - | 24 765 | 23 | 24 789 | |
| HF11129 | Ministère de la Santé N.S.T | - | - | - | - | - | - | 710 | - | 710 | |
| HF121 | CNSS | - | - | - | - | - | - | - | 321 | 321 | |
| HF 2 | Secteur privé | 100 | 3 | 103 | 1 252 | 73 532 | 74 810 | 243 | 207 | 75 363 | 45,9% |
| HF 21 | Assurances privées de groupe | 100 | - | 100 | - | 952 | 952 | - | - | 1 052 | |
| HF23 | Débours directs des ménages | - | - | - | - | 72 528 | 72 528 | - | 164 | 72 692 | |
| HF 24 | Institutions sans but lucratif au service des ménages (hors Ass. Soc.) | - | - | - | - | 52 | 78 | 243 | 43 | 364 | |
| HF 25 | Sociétés hors Ass. Maladies | - | 3 | 3 | 1 252 | - | 1 252 | - | - | 1 255 | |
| HF 3 | Reste du monde | - | - | - | - | 215 | 215 | 8 035 | 68 | 8 318 | 5,1% |
| HF 9 | Agents de financement non spécifiés | - | - | - | - | - | - | 78 | - | 78 | |
| HF 1-3 (+HF 9) | Total des financements | 33 184 | 11 024 | 44 208 | 1 252 | 73 753 | 75 031 | 43 991 | 872 | 164 102 | |
| | | | | 26,9% | | 44,9% | 45,7% | 26,8% | 0,5% | | |

3. OÙ SE DIRIGENT LES FONDS MOBILISÉS PAR LES ADMINISTRATIONS, LES MÉNAGES ET LES BAILLEURS DE FONDS ?

En ce qui concerne les prestataires, 15% du financement total s'est dirigé en 2004 vers l'hôpital contre 16% en 2003 et 8% seulement vers les soins ambulatoires contre 9% en 2003. Les pharmacies se sont attribués 34% contre 38% en 2003, la santé publique et les programmes de prévention répertoriés 14% contre 10% en 2003, la gestion générale en a absorbé autant. Cependant, 14% de cette dépense n'a pu être ventilé dans la représentation des flux contenue dans le tableau x, c'est-à-dire 13,7 milliards de F_{cfa} de ressources publiques, 6,1 milliards fournis par les bailleurs de fonds extérieurs et 2,5 milliards de fonds des entreprises privées.

Tableau 2 – Les destinations du financement du système de santé au Burkina Faso en 2004 (en million de Fcfa)

| Agents de financement | | HF.1112 | HF.111 | HF.1 | HF.21 | HF.23 | HF.25 | HF.2 | HF.3 | HF.1-9 |
|-----------------------|--|-----------------------|----------------------------------|---------------------------|---------------------------|-----------------------------|-----------------------------------|---------------|----------------|-----------------------------------|
| Prestataires | | Ministère de la Santé | Administration publique centrale | Administrations publiques | Assurances Privées Groupe | Débours directs des ménages | Sociétés (sauf assurance maladie) | Secteur Privé | Reste du monde | Ensemble de agents de financement |
| HP.1/2 | Hôpitaux | 12 958 | 13 027 | 13 158 | - | 10 774 | - | 10 817 | 68 | 24 043 |
| HP.1.1 | Hôpitaux généraux | 12 467 | 12 536 | 12 536 | - | 10 774 | - | 10 817 | 68 | 23 420 |
| HP.1.1.1 | CHU YO et SS | 5 111 | 5 111 | 5 111 | - | 2 507 | - | 2 507 | - | 7 618 |
| HP.1.1.2 | CHR (9) | 4 220 | 4 220 | 4 220 | - | 4 531 | - | 4 531 | - | 8 751 |
| HP.1.1.3 | Hôp. district + CMA: Paul VI, NANORO) | 2 936 | 3 005 | 3 005 | - | 3 735 | - | 3 778 | 68 | 6 851 |
| HP.1.1.3.1 | CMA publics (+/- 40) | 2 921 | 2 990 | 2 990 | - | 3 571 | - | 3 571 | - | 6 561 |
| HP.1.3 | Hôpitaux spécialis. (CHUP-CDG) | 491 | 491 | 491 | - | - | - | - | - | 491 |
| HP.3 | Soins ambulatoires | 5 256 | 5 363 | 5 418 | 110 | 6 933 | 62 | 7 105 | 215 | 12 738 |
| HP.3.1 | Cabinets médecins | - | - | 17 | - | - | - | - | - | 17 |
| HP.3.4 | Centres de soins ambulatoires | 4 060 | 4 060 | 4 070 | 110 | 6 933 | - | 7 043 | 215 | 11 328 |
| HP.3.4.2 | CSP & centres méd. | 3 957 | 3 957 | 3 957 | 110 | 6 933 | - | 7 043 | 215 | 11 215 |
| HP.3.4.3 | Centres amb. spéc. sauf VIH/SIDA | 103 | 103 | 113 | - | - | - | - | - | 113 |
| HP.3.5 | Laboratoires d'analyse & centres diagnostics | 996 | 996 | 1 002 | - | - | 62 | 62 | - | 1 064 |
| HP.3.5.1 | LNSP | 996 | 996 | 996 | - | - | 62 | 62 | - | 1 058 |
| HP.3.5.3 | Cabinets radiologie | - | - | 6 | - | - | - | - | - | 6 |
| HP.3.8 | Banques de sang /CNTS | 200 | 200 | 200 | - | - | - | - | - | 200 |
| HP.3.9 | Autres prestataires ambulatoires | - | - | 13 | - | - | - | - | - | 13 |
| HP.4 | Détaillants et autres distributeurs | - | 84 | 218 | - | 54 986 | - | 54 986 | - | 55 204 |
| HP.4.1 | Pharmacies | - | 84 | 190 | - | 54 986 | - | 54 986 | - | 55 176 |

| | | | | | | | | | | |
|--------|--------------------------------------|--------|--------|--------|-------|--------|-------|--------|-------|---------|
| HP.4.4 | Appareils thérapeut. | - | - | 28 | - | - | - | - | - | 28 |
| HP.5 | Santé publ./ prév. | 21 902 | 22 340 | 22 340 | - | - | - | - | 649 | 22 989 |
| HP.6 | Adm. gén. santé & assurance maladie | 22 769 | 22 769 | 22 770 | - | - | - | - | - | 22 770 |
| HP.7 | Autres prestataires | 491 | 491 | 491 | - | - | - | - | - | 491 |
| HP.8 | Services sanitaires connexes | 1 853 | 1 853 | 1 853 | - | - | - | - | 1 258 | 3 189 |
| HP.9 | Reste du monde | - | 360 | 360 | - | - | - | - | 26 | 386 |
| HP.nsk | Prestataires nst | 6 937 | 13 497 | 13 735 | 942 | - | 1 193 | 2 456 | 6 102 | 22 293 |
| HP.1-9 | TOTAL prestataires services de santé | 72 166 | 79 784 | 80 343 | 1 052 | 72 692 | 1 255 | 75 363 | 8 318 | 164 102 |

4. RAPPEL DES RECOMMANDATIONS

Les recommandations sont celles formulées lors de l'atelier de restitution et qui ne figurent pas dans le rapport de l'étude.

Mettre en place un cadre institutionnel pour l'élaboration des CNS

- Comité de pilotage des CNS
- Équipe technique

Poursuivre l'élaboration des CNS

- Élaboration de CNS de base à chaque année d'enquête sur les dépenses des ménages
- Élaboration de CNS léger chaque année

Renforcement des capacités sur l'élaboration des CNS

- Prise en compte des besoins des CNS dans les prochaines enquêtes sur les conditions de vie des ménages
- Dépenses de santé par type de prestataire
- Primes d'assurance maladies privées
- Cotisations payées par les ménages aux mutuelles de santé, micro assurances et partage des coûts

Renforcer le Système National d'Information Sanitaire (SNIS)

- Développement de leadership pour la coordination
- Intégration des données sur les ressources financières
- Organisation du système d'information hospitalier
- Participation des formations sanitaires privées

Amélioration de l'exhaustivité des transactions prises en compte par le modèle CNS

- Mutuelles, ONG, jumelages
- Établissements sanitaires privées

Sensibilisation des acteurs et les producteurs de données sur l'importance des CNS

Normaliser des comptes de gestion des hôpitaux

- Harmonisation de la nomenclature budgétaire
- Intégration du montant des exonérations dans les titres émis

Prévoir des classifications fonctionnelles dans la gestion budgétaire

Supprimé : ¶

CONCLUSION

L'élaboration des CNS pour les années 2003 et 2004 a montré tout l'intérêt que revêt cet exercice et la nécessité de le poursuivre pour les autres années. Les CNS ont permis d'avoir une représentation assez exhaustive des flux de ressources qui parcourent le système de santé. Ces flux sont mesurés en FCFA, mobilisés par des agents ou payés directement par des ménages, transformés par des prestataires en biens et services et utilisés par des groupes bénéficiaires. La dépense nationale de santé qui représente 5,5% et 6,1% du PIB respectivement en 2003 et 2004 est révélatrice d'un effort considérable d'investissement.

